

Déclaration politique de la CME Semaine mondiale d'action pour l'éducation (SMAE) 2022

Un appel à protéger l'éducation en situations d'urgence !

La **Semaine mondiale d'action pour l'éducation (SMAE)**, menée chaque année par le mouvement de la **Campagne mondiale pour l'éducation (CME)**, est un moment clé pour les militants de l'éducation du monde entier. Plus de 100 pays, des centaines d'organisations de la société civile locales, nationales, régionales et mondiales et des millions de personnes dans le monde entier s'unissent pour défendre et plaider en faveur du droit à une éducation de qualité inclusive et équitable et à des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous, et contribuer à la réalisation de l'ODD4.

À la lumière des urgences majeures qui se produisent partout dans le monde et de leur impact dévastateur sur le droit à l'éducation de millions de personnes, en particulier les plus vulnérables, cette SMAE 2022 pourrait être plus importante que jamais : c'est un appel urgent et fort aux États, aux dirigeants du monde et à la communauté internationale pour **protéger l'éducation en situations d'urgences !**

En 2022, peut-être plus que jamais, le mouvement de la CME doit se mobiliser. Avant la pandémie de COVID-19, le monde était déjà confronté à de grands défis dans la réalisation du droit humain à l'éducation, en particulier pour les groupes marginalisés. Puis, début 2020, la pandémie de COVID-19 a changé le monde tel que nous le connaissons, en augmentant et aggravant les défis existants : conflits, impacts du changement climatique, pauvreté, violence politique et répression. Tous ces éléments ont affecté des situations d'urgence de plus en plus complexes et imbriquées dans le monde entier, et beaucoup sont devenues des crises prolongées et cycliques. Dans ces situations, le droit à l'éducation est considérablement menacé.

On observe plusieurs violations du **droit à l'éducation de millions de personnes**, en particulier les plus exclus et les plus vulnérables, **dans les crises et les situations d'urgence aux quatre coins du monde**. Le cas le plus récent est celui des attaques délibérées contre des établissements d'enseignement en **Ukraine**, mais il y en a bien d'autres qui se produisent depuis des années.

La violence, les conflits et l'aggravation de la crise humanitaire dans la **région du Sahel** rendent l'accès à une éducation de qualité de plus en plus difficile, notamment dans des pays comme le Niger, le Mali et le Burkina Faso. 40 % des enfants de la région en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisés et le taux de scolarisation dans le premier cycle du secondaire est inférieur à 56 %. ¹

¹ <https://www.worldbank.org/en/region/afr/publication/sahel-education-white-paper-the-state-of-education-in-the-sahel>

Au **Moyen-Orient**, le **Yémen** est toujours affecté par près de 8 ans de guerre et reste la pire crise humanitaire au monde. Le conflit armé brutal, associé aux impacts de la COVID-19 et du changement climatique, expose les enfants et les adolescents à de graves risques ; tous ces facteurs font qu'environ 8,1 millions de filles et de garçons en âge d'être scolarisés ont besoin d'une aide à l'éducation en situation d'urgence, tandis que les infrastructures éducatives sont totalement détruites et que deux tiers des enseignants n'ont pas été payés régulièrement depuis plus de quatre ans.² **La Jordanie et le Liban** accueillent un pourcentage énorme de réfugiés syriens, 1,3 million et 1,5 million respectivement, ce qui exerce une pression énorme sur leurs systèmes éducatifs, qui doivent être renforcés de toute urgence afin de répondre aux besoins des enfants et des jeunes réfugiés.³

Dans la **région de l'Asie de l'Est et du Pacifique**, les impacts du changement climatique sont l'un des principaux moteurs des crises et des urgences, surtout si l'on considère que les pays de cette région sont parmi les plus exposés aux catastrophes dans le monde. Le droit à l'éducation des enfants en pâtit dans les pays les plus touchés, comme l'Indonésie et les Philippines, entre autres.

Dans la région de **l'Amérique latine et des Caraïbes**, impossible de ne pas mentionner le cas d'**Haïti**, un pays où près de la moitié de la population a moins de 18 ans, mais où 50 % des enfants ne peuvent pas aller à l'école primaire, et les 50 % d'enfants qui y vont, abandonnent avant la 6e année de scolarité. Les catastrophes naturelles, comme le tremblement de terre dévastateur de 2021, les conflits et les nombreux autres risques quotidiens de violence, d'abus et d'exploitation ont renforcé une crise prolongée dans le pays qui prive des millions d'Haïtiens de leur droit à une éducation de qualité.⁴

À l'échelle mondiale, les conflits et les catastrophes climatiques et environnementales, entre autres facteurs, ont déclenché une **crise de déplacement massive et rapide, qui s'aggrave de minute en minute** : d'ici 2050, 216 millions de personnes pourraient se déplacer à l'intérieur de leur pays en raison du changement climatique,⁵ et 140 millions de personnes en Asie du sud, en Afrique subsaharienne et en Amérique latine seront nouvellement déplacées en raison du changement climatique.⁶ En ce qui concerne le droit à l'éducation, nous échouons de manière flagrante à atteindre les personnes déplacées : par exemple, bien que le droit à l'éducation des réfugiés soit protégé par le droit international, **48 % de tous les enfants réfugiés en âge scolaire n'ont pas accès à l'éducation.**⁷ En outre, **l'éducation** est également la **cible d'attaques délibérées** dans certaines situations d'urgence : entre 2015 et 2019, plus de 11 000 attaques ont

² <https://reliefweb.int/report/yemen/education-cannot-wait-announces-us17-million-grant-first-emergency-response-yemen>

³ <https://www.brookings.edu/blog/future-development/2022/01/27/syrian-refugees-in-jordan-a-decade-and-counting/#:~:text=La%20part%20des%20réfugiés%20sont,alors%20que%20le%20Liban%20revendique%201,5%20millions.>

⁴ <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Advocacy%20Brief%20-%20HER%202021%20-%206%20Months%20On.pdf>

⁵ <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2021/09/13/climate-change-could-force-216-million-people-to-migrate-within-their-own-countries-by-2050>

⁶ Réseau inter-agences pour l'éducation en situation d'urgence (INEE). (2020). 20 ans de l'INEE : Réalisations et défis de l'éducation dans les situations d'urgence. New York, NY. <https://inee.org/resources/20-years-of-inee>

⁷ <https://reliefweb.int/report/world/education-cannot-wait-refugee-children-crisis-says-yasmine-sherif>

été signalées contre des établissements d'enseignement et/ou d'étudiants et de personnel éducatif, portant préjudice à plus de 22 000 étudiants et éducateurs dans au moins 93 pays.⁸

Il convient de noter que les **filles** sont particulièrement touchées par les contextes d'urgence, notamment lorsque le genre est entrecroisé avec d'autres facteurs de vulnérabilité, ce qui a également un impact sur leur droit à l'éducation : les filles sont plus susceptibles que les garçons de ne pas être scolarisées dans les contextes d'urgence, comme nous l'avons clairement vu dans le cas extrême de l'**Afghanistan**.⁹ Dans les contextes de crise, les **apprenants handicapés** sont également parmi les plus vulnérables, ils sont confrontés à de multiples formes d'exclusion dans l'éducation et ont moins de chances de fréquenter et de terminer l'école que leurs pairs non handicapés.

Cette situation catastrophique nous oblige à agir immédiatement et à demander aux États de **protéger l'éducation en situations d'urgence !** notamment de :

- Protéger l'éducation contre les attaques, et adhérer et se conformer à la Déclaration pour des écoles sûres, adoptée en 2015.
- Fournir des environnements d'apprentissage sûrs et accessibles à tous les apprenants dans des situations d'urgence, sans aucune discrimination fondée sur le genre, le handicap, la race, l'origine ethnique ou tout autre facteur.
- Élaborer et mettre en œuvre des plans et des budgets d'éducation nationale tenant compte de la crise, et promouvoir l'inclusion équitable et durable des réfugiés, des demandeurs d'asile, des rapatriés, des apatrides et des personnes déplacées à l'intérieur du pays dans les systèmes d'éducation nationaux.
- Garantir la protection, la formation et la rémunération adéquates des enseignants.
- Promouvoir une éducation qui soit réellement transformatrice et un fondement de la paix.
- Écouter la voix des personnes touchées par les situations d'urgence, les organisations de la société civile, les communautés, familles, enseignants, qui sont les premiers intervenants dans ces situations. Leurs expériences, leurs perspectives et leurs histoires comptent, et elles doivent être pleinement prises en compte dans les plans et les politiques d'éducation.

Enfin, **l'investissement dans l'éducation en situations d'urgence** et de crise est absolument essentiel. Malgré les chiffres et les récits alarmants, l'éducation reste l'un des domaines les plus sous-financés de l'aide humanitaire, ne recevant que 2,4 % du financement humanitaire mondial. L'éducation en situation d'urgence a désespérément besoin d'un financement suffisant, durable et prévisible ; cela implique, pour les pays donateurs, d'allouer au moins 10 % du financement humanitaire à l'éducation, notamment en soutenant de manière significative le processus de reconstitution des ressources de l'initiative « L'éducation ne peut attendre » (ECW).

⁸ Coalition mondiale pour protéger l'éducation contre les attaques, Education under Attack 2020, <https://eua2020.protectingeducation.org/>.

⁹ <https://www.hrw.org/news/2022/03/23/taliban-close-girls-secondary-schools-afghanistan-again>

Le mouvement de la **Campagne mondiale pour l'éducation** (CME) est pleinement engagé dans la lutte pour garantir le droit à l'éducation des millions de personnes vivant dans des situations d'urgence et de crise (prolongée), ainsi que pour faire pression sur les États afin qu'ils prennent les mesures urgentes nécessaires pour atteindre cet objectif, ainsi que l'ODD4.

Rejoignez-nous et mobilisez-vous pendant la **Semaine mondiale d'action pour l'éducation (SMAE) 2022** et exigez des mesures urgentes pour [protéger l'éducation en situations d'urgence !](#) (pour plus d'informations sur nos demandes politiques, vous pouvez consulter l'appel à l'action « Protégeons l'éducation en situations d'urgence ! », version [courte](#) et [longue](#)).